ETAT DE LA LOUISIANE vs. Mme P. A. COLLIER.

Bureau de Collecteur de Taxes d'Etat,
District Supérieur, No 24 rue Union.
Nouvelle-Orléans, 7 février, 1884.

Etat de la Louisiane—Paroisse d'Orléans, ss:

Je vends par le présent dans la septième division judiciaire de cette paroisse, à la porte principale de la Cour Civile, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le premier lundi de mars 1884, à midi, à la vente à l'encan public, pour satisfaire le montant total des dites taxes, y compris les intérêts, frais et charges qui peuvent encourir jusqu'à la vente, la propriété suivante saisie comme appartenant à la dite défenderesse, savoir:

Un certain lot de terre, dans la septième division judiciaire de la ville de la Nouvelle-Orléans, borné et bornant comme suit, savoir: Le dit lot No. 1 de l'Isle Dauphine, dans le lot No. 2 de l'Isle Dauphine, dans le lot No. 3 de l'Isle Dauphine, dans le lot No. 4 de l'Isle Dauphine, dans le lot No. 5 de l'Isle Dauphine, dans le lot No.